
Situation économique et financière du Honduras

Description de la structure de l'économie

Taille de l'économie : le Honduras a un PIB de 23,8 Mds USD en 2018 (FMI), ce qui en fait la 5^{ème} économie d'Amérique Centrale derrière le Guatemala, le Costa Rica, le Panama et le Salvador et devant le Nicaragua et le Belize. Avec un PIB/habitant de 2 521 USD en 2018, le Honduras se situe à l'avant-dernier rang des pays d'Amérique centrale, seulement devant le Nicaragua.

Degré d'ouverture : la politique commerciale du Honduras repose essentiellement sur ses liens avec les Etats-Unis, son premier partenaire commercial (35% de ses exportations en 2018), avec qui il est lié par le traité de libre-échange (CAFTA-DR) signé en 2004 avec la République Dominicaine et les autres pays d'Amérique Centrale. Le pays s'attache toutefois à diversifier ses échanges. En 2017, l'union douanière entre le Guatemala et le Honduras est entrée en vigueur auquel le Salvador a adhéré en novembre 2018. En février 2018, la Corée du Sud a signé un traité de libre-échange avec cinq pays centroaméricains, dont le Honduras.

Niveau de développement : Le Honduras a le plus faible IDH du continent américain (133^{ème}/188 au niveau mondial) avec un taux de pauvreté important (39 % des foyers vivent dans l'extrême pauvreté et seuls 25 % bénéficient de la sécurité sociale), malgré une diminution du taux de pauvreté depuis 2013. En zones rurales, plus d'un Hondurien sur 5 vit avec moins de 1,90 USD par jour. Les inégalités également sont très élevées (indice de Gini de 50,0, avec une position dominante dans l'économie de quelques grandes familles). Le pays est également confronté à une violence endémique : le Honduras détient toujours un des taux d'homicides les plus élevés au monde, de 43,6 pour 100 000 habitants en 2017, malgré une légère baisse ces dernières années. Le pays est classé 136e/137 en matière de crime organisé selon le *Global Competitiveness Report* du Forum Economique Mondial. Des zones entières du pays sont contrôlées par les narcotrafiquants.

Avantages comparatifs et structure de l'économie : l'économie hondurienne est très orientée vers les services (60,5% du PIB), suivis du secteur industriel (24,9% du PIB) et enfin de l'agriculture (14,6% du PIB) (2018).

Performances sur le long terme : Le Honduras connaît une croissance relativement soutenue, avec 3,7% de croissance moyenne entre 2010 et 2018. Les prévisions du FMI pour 2019 et 2020 (3,4% de croissance pour les deux années) semblent renforcer cette tendance.

Place du secteur privé : le Honduras possède une économie ouverte de marché, avec un niveau de recettes publiques le plus important de la région (20,4% du PIB en 2017). Le secteur privé opère dans un contexte de faiblesse des infrastructures et de forte insécurité physique. Toutefois, il est le moteur de l'économie et représente 83% de l'investissement en 2017.

Eléments d'analyse conjoncturelle

Performance récente de croissance : L'économie du Honduras traverse une période relativement dynamique, notamment du fait de la vigueur de la croissance des Etats-Unis, son principal partenaire commercial. La croissance a été soutenue en 2018 (+3,7%, FMI), particulièrement grâce à la demande interne portée par la croissance des transferts de fonds des migrants (*remesas*), la hausse des crédits et la bonne performance des IDE. Au T4 2018, la croissance a crû de 4,2%, notamment tirée par les activités du secteur financier et de l'agriculture. Depuis mai 2019, le pays fait cependant face à des vagues de contestations avec une opposition qui réclame le départ du Président Juan Orlando Hernández. Selon le Collège Hondurien des Economistes (CHE), ces protestations dans le pays freinent l'activité économique et empêcheront d'atteindre l'objectif de taux de croissance fixé entre 3,5% et 3,6% pour 2019.

Situation du commerce extérieur : Le déficit commercial a augmenté de 18,9% en 2018, atteignant 6,1 Mds USD. Les importations ont augmenté de 8,4% par rapport à 2017, tandis que les exportations ont chuté de 3,6%. Cette situation est largement due à la chute des prix du café (-13% sur l'année), principal produit d'exportation et à la hausse du prix des combustibles importés (+22,6%). De façon plus structurelle, le Honduras est très dépendant de sa relation avec les Etats-Unis et aux transferts des migrants. Les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial du

Honduras : pour le mois de janvier 2019, ils représentaient 31,9% des exportations honduriennes et 31,5% de ses importations. Les remesas, quant à elle, représentent 18,9% du PIB national et ce ratio continue d'augmenter.

Flux d'IDE : Les IDE entrants du pays ont atteint 1,9 Md USD en 2018, soit 95,3 M USD supplémentaires (+5,4%) par rapport à 2017. Les flux d'IDE reçus par le pays sont principalement liés à l'activité industrielle (49,2%), au commerce (11,7%) et au secteur financier (10,6%). Les flux nets d'IDE se sont élevés à 840 M USD, soit la deuxième année consécutive au-dessus de 800 M USD. Les Etats-Unis représentent 40% du total des flux nets.

Dépendance aux financements externes : A la fin 2018, la dette externe du secteur public a atteint 7,4 Mds USD, soit +3,3% g.a. Cependant, le ratio dette publique externe/PIB a atteint 30,5%, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2017. 60,3% (4,5 Mds USD) du solde de la dette extérieure publique correspond aux organisations multilatérales, 25,6% (1,9 Md USD) à des entités commerciales (institutions financières et fournisseurs) et les 14,1% restants (1,0 USD) correspondent à des dettes bilatérales. Par ailleurs, la dépendance aux transferts des migrants est importante et croissante (augmentation de +10,1% g.a. des remesas au T1 2019) : il s'agit de la première source de devises pour le Honduras. L'arrivée de remesas est cependant menacée : le Gouvernement de Trump a annoncé en mai dernier la suppression, en janvier 2020, du programme de Statut de protection temporaire pour quelques 86 000 ressortissants honduriens sur le sol américain.

Politique économique

Policy mix / Pro ou contra cyclicité de la politique budgétaire : Le Honduras a signé un accord avec le FMI en 2014 dans le but de ramener le déficit public à 3% du PIB, ce qui a conduit le gouvernement à mettre en place une politique de consolidation budgétaire. Il a, entre autres, mené une réforme de la TVA, réduit la masse salariale de la fonction publique et optimisé la collecte de l'impôt. Ceci a permis une réduction de 4,7 points du déficit public entre 2013 (7,9% du PIB) et 2017 (3,2%). Les bonnes performances sur le plan fiscal sont reconnues par le FMI et les agences de notation : Moody's et Standard and Poor's ont toutes deux relevé leur note pour le Honduras en 2017 : de B2 à B1 pour Moody's et de B+ à BB- pour S&P. Toutefois, cette assainissement s'accompagne d'un niveau faible d'investissement public : 4,4% du PIB en 2017 et 4,2% du PIB en moyenne attendu entre 2015 à 2019, soit moins que la moyenne de 1999 à 2014 (4,8% du PIB). De plus, la dette publique continue d'augmenter, passant de 41,2% en 2016 à 43,9% en 2017. Cette croissance est due à une augmentation de la dette externe qui a augmenté de 3 points de pourcentage en 2017, atteignant 37,4% du PIB.

Inflation et politique monétaire/ de change : l'inflation s'est établie à 4,2% (g.a.) en 2018, dans la fourchette cible d'inflation de la Banque centrale (4%+/-1point). Elle a atteint +4,7% en juillet 2019. Alors que le taux directeur avait été maintenu à 5,5% depuis plus de deux ans (depuis juin 2016), la Banque centrale l'a relevé de 25 points de base à 5,75% en janvier 2019. Cette décision a été prise comme mesure préventive – les prévisions de l'inflation pour 2019 et 2020 étaient supérieures à la marge de tolérance. Les réserves internationales sont stables, atteignant 4,87 Mds USD en avril 2019, soit plus de 6 mois d'exportations de biens. Le lempira s'est déprécié de 3,18% face au dollar en 2018, dépréciation inférieure à celle anticipée (3,51%) et à celle des années précédentes.

Dette externe/publique : À la fin de février 2019, le total de la dette externe (publique et privée) atteignait un solde de 9,0 Mds USD, en hausse de 4,4 M USD par rapport à décembre 2018. 81,5% (7,3 Mds USD) du solde est dû par le secteur public et les 18,5% restants (1,7 Mds USD millions USD) par le secteur privé. Le ratio dette publique extérieure / PIB a ainsi atteint 29,8%, en baisse de 1,0 point de pourcentage par rapport à fin 2018 (30,8%).

Secteur bancaire

Taille du secteur et structure : Le secteur bancaire au Honduras est de taille modeste : à la fin du premier semestre 2018, les crédits au secteur privé représentaient 49,8% du PIB et connaissent une croissance régulière (+10,4% en 2015, +10,8% en 2016 et +11,6% en 2017). Le système bancaire est modérément concentré : les 15 banques privées les plus importantes représentent près de 80% des actifs du secteur financier.

Dollarisation et évolution des crédits (volume et taux) : Le secteur bancaire est fortement dollarisé mais des mesures efficaces ont été prises permettant au taux de dollarisation de rester stable à environ 33% des dépôts et des crédits. Le FMI estime que le secteur bancaire est relativement résilient aux chocs externes.

Mesures de soutien et réformes en matière de supervision: Des efforts importants ont été consentis par les autorités honduriennes pour réduire la dollarisation de l'économie, même si les risques associés demeurent élevés. Le FMI estime que le secteur bancaire est relativement résilient aux chocs externes.

Perspectives et réformes structurelles

Stratégie et modèle de croissance : La croissance est étée portée par un afflux toujours plus important de remesas qui ont stimulé la consommation privée ainsi que par une bonne performance des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 3,4% en 2019 et 2020.

Climat des affaires : Le Honduras perd du terrain dans les classements internationaux sur l'environnement des affaires : au classement 2017-2018 du Forum Economique Mondial, il se situe à la 96ème position sur 137 (il était 88ème en 2016-2017) et à celui de Doing Business 2018, il est au 115ème rang sur 190 pays (contre 105ème en 2017). La violence, le narcotrafic et l'insécurité sont des freins au développement de l'économie (début 2017, le coût de la violence est estimé par la BID à plus de 6% du PIB, et certains experts portent ce chiffre à plus de 20%...). Enfin, la corruption continue d'être endémique dans le pays : selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International, le Honduras est classé 135ème/180.

Forces et faiblesses structurelles (R&D, marché du travail, concurrence, corruption, éducation...) : Le Honduras est fortement vulnérable aux chocs externes: le secteur agricole a par exemple perdu un tiers du montant de ses revenus au cours des deux dernières décennies du fait d'une baisse des prix de l'exportation, notamment du café et des bananes. Le Honduras est également très dépendant de sa relation avec les Etats-Unis et aux transferts des migrants. Le Honduras tente de diversifier ses partenaires commerciaux, notamment avec la mise en place de l'union douanière avec le Guatemala et de son partenariat avec la Corée du Sud.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.